

Appel à communication - Session 3
« Transition énergétique »
3^{èmes} journées internationales de sociologie de l'énergie



**« Les dynamiques de changement
dans la transition énergétique »**

Dans un contexte de plus en plus alarmiste (derniers rapports du GIEC), les initiatives locales foisonnent (coopératives énergétiques, projets participatifs de production d'énergie renouvelable, éco-quartiers ou éco-villages positifs, Fablabs...), des opérations à plus grande échelle se développent (Villes en transition, Régions à Énergie Positive). Sans que l'on sache vraiment faire la part des choses, les nombreux signaux climatiques, les craintes partagées, les projets de sociétés alternatives mais aussi les multiples injonctions adressées aux entreprises, aux collectifs, aux politiques comme aux individus, ont un effet mobilisateur. Des citoyens s'organisent avec plus ou moins d'efficacité. Des collectivités parviennent à impulser des dynamiques ou à s'emparer des outils proposés par les pouvoirs publics (Plans Climat Air Énergie). Des entreprises lancent des projets de réduction de leurs consommations énergétiques. Des collectifs imaginent des solutions d'autonomie énergétique. Des communautés s'inventent des modes de résilience. De leur côté, des industriels s'engagent dans des modes de production plus en prise avec les enjeux du changement climatique, les scientifiques contribuent à produire ou évaluer des solutions alternatives aux énergies fossiles. En rangs dispersés, avec plus ou moins d'intensité et de pérennité, chacun affiche sa volonté de contribuer au processus transitionnel.

Mais les indicateurs et les statistiques restent alarmants. Il semble illusoire de baisser les émissions globales d'une façon radicale afin d'inverser la dérive engagée. Les accidents climatiques se multiplient, les inégalités énergétiques se creusent (Open Exp, European Energy 2019), les injustices environnementales s'amplifient. Les prédictions catastrophiques s'accumulent et deviennent un genre littéraire. Certaines parlent d'un effondrement possible de la civilisation (Servigne et Stevens, 2015), d'autres de « crise énergétique » et de révolution thermo-industrielle (Rifkin, 2011), d'autres encore de fin du monde. De l'écologie profonde à l'écologie autoritaire en passant par des approches plus démocratiques et participatives, plusieurs scénarios sont envisageables (Bourg 1996). Résoudre la crise environnementale et énergétique constitue un immense défi pour la société post-moderne.

Au sein du colloque « Transition 2020 », la session « Transition énergétique » constitue l'occasion de partager nos réflexions autour de trois grands questionnements :

- § la montée en compétences, le changement des pratiques, pour plus de sobriété énergétique (sous-session 1) ;
- § la place croissante des collectifs de citoyens dans le changement d'échelle vers la société globale (sous-session 2) ;
- § la place de la technique : changer de système énergétique ? changer de modèle économique ? (sous-session 3).

Ce colloque se propose donc de réfléchir à **la contribution des initiatives citoyennes, d'une part, et des dispositifs d'accompagnement, d'autre part, à la dynamique de transition énergétique**. Ainsi, au-delà des aspirations, des effets d'annonce ou des stratégies d'affichage politique, qu'en est-il vraiment des changements sociaux impulsés ? De quoi parle-t-on au juste ? Qui sont les « porteurs » de la transition énergétique ? Sur quels imaginaires inscrivent-ils leurs pratiques ou leur désir de modifier celles-ci vers plus de sobriété ? Que mettent-ils concrètement en oeuvre, avec quels moyens et quels

Les transitions écologiques
en transactions et actions

Calendrier :

- **Septembre 2019**
Lancement des appels à communication,
- **20 décembre**
Date limite de soumission
- **Février 2020**
Réponses aux auteurs (exposés, posters)
- **Octobre 2019 à Mai 2020**
Inscriptions en ligne
- **du 22 au 26 juin 2020**
Colloque à Toulouse

seraient leurs besoins ? Quel niveau d'effort sont-ils prêts à consentir et pour quels types de pratiques (mobilité, chauffage, alimentation...) ? Que peut-on dire des logiques d'action sous-jacentes (Caron, Garabau-Moussaoui et Pierre, 2018) au coeur desquelles représentations, intentions, compétences, contraintes et action sont étroitement encastrées (Beslay, Gournet et Zélem, 2014) ? Dans quelle mesure et à quelles conditions ces expériences qui relèvent parfois de l'innovation sociale, peuvent-elles infléchir vraiment les modes de vie dominants et constituer un levier pour influencer nos cultures et nos sociétés encore très énergivores ? De quels apprentissages ces initiatives ou ces opérations sont-elles porteuses ? En quoi invitent-elles à repenser l'organisation sociale, le rapport au temps, à l'espace, au travail, mais aussi à la citoyenneté et au modèle économique dominant (Bourg, 1996) ? Comment et dans quelles limites peuvent-elles percoler à la fois dans la sphère décisionnelle, mais aussi vers des catégories de populations moins concernées et ce, durablement (au sens de « sur le temps long ») ? Quelles sont les compétences des professionnels, des associations, des collectifs qui sont à l'interface entre les équipements, les bâtiments, les aliments, l'espace public et les usagers ? Quels sont leurs besoins : être eux-mêmes accompagnés, apprendre à accompagner... (Brisepierre, Chevrier, Hamon, Le Fur et Le Marec, 2019) ?

Peut-on vraiment et comment change-t-on d'échelle ? Que peut-on dire aujourd'hui de l'efficacité, de la pérennité et de la reproductibilité de ces initiatives ? L'avenir repose-t-il sur les mobilisations citoyennes et leur capacité d'entraînement ? Comment, en retour, interroger la dimension collective des changements au niveau individuel ? Qui sont les ambassadeurs ou « transféreurs » (Brisepierre, 2018) qui contribuent aux opérations d'essaimage des pratiques ? Quelle place est-elle faite aux valeurs et aux cultures, aux savoirs d'expérience, savoirs de consommation et savoirs d'usage ? Faut-il compter, et comment, sur un effet d'agrégation des décisions individuelles et des changements aux échelles infra ? Ou bien, pour sortir du cercle des « initiés », doit-on adhérer au paradigme de l'accompagnement et le déployer jusqu'à accompagner tout le monde, tout le temps (Martin et Gaspard, 2017) ? Surtout comment continuer d'imaginer un univers des possibles, un véritable changement social au regard de nos cultures énergétiques prédatrices, quand le monde économique et le monde politique restent frileux pour ce qui concerne la part de responsabilité du modèle économique dominant et la nécessité d'en réviser les fondements.

Penser technologie ou « détechniciser » ? En l'absence de volonté politique pour penser radicalement la place de l'énergie dans les systèmes de production et de consommation et face aux alertes relatives aux dérives climatiques qui ne souffrent plus aucune équivoque (GIEC, 2019), le triptyque porté par l'association Négawatt s'avère d'une impérieuse actualité : (1) il est plus que jamais temps de développer l'autonomie énergétique des territoires par un recours accéléré aux énergies renouvelables ; (2) l'ensemble de nos technologies doit monter en efficacité énergétique ; (3) une révision de nos besoins ainsi qu'un changement profond des modes de vie vers plus de sobriété (dans nos logements et nos déplacements, au travail, dans notre alimentation, dans nos modes de production et de commercialisation, etc) doit s'opérer. Toutefois, force est de constater qu'il n'est pas si simple de penser les technologies performantes quand les besoins et logiques des utilisateurs ne sont pas pris en compte et quand l'offre sur le marché n'a pas été transformée. Il est également vain de réfléchir à rapprocher la production d'énergie de sa consommation sans faire monter en compétences les professionnels et les usagers. Il semble également très ambitieux de se projeter dans un monde moins énergivore sans que ceux qui nous gouvernent, et ceux qui prennent les grandes orientations et décisions dans le domaine technologique et économique, ne soient activement impliqués dans un processus de dé-technicisation et d'assainissement de l'offre. La transition énergétique interroge aussi les usages sociaux des technologies en ce qu'elle est porteuse de bouleversements d'ampleur dans la division du travail. Sera-t-elle à l'origine du crépuscule des technocraties, rendues responsables de la crise qui s'annonce, ou accouchera-t-elle au contraire de nouveaux pouvoirs accaparés par les experts ? Fera-t-elle émerger des métiers nouveaux ? Jusqu'à quel point exigera-t-elle de repenser non seulement les habitudes de consommation mais aussi les pratiques et les identités professionnelles ? Introduira-t-elle des réaménagements si amples des échelles de légitimité, de pouvoir, de richesse, qu'ils se répercuteront en cascade dans le « système des professions » (Abbott, 1988) ?

Plusieurs modèles de société peuvent coexister, plusieurs scénarios énergétiques sont possibles pour nous engager non pas dans une transition écologique et énergétique, mais dans une rupture radicale vis-à-vis d'un modèle de développement qui a définitivement rencontré ses limites (Latouche, 2012). La coexistence de ces modèles oblige toutefois à partager les expériences et les méthodologies. Elle invite à la transversalité et au croisement des cultures. Dans un monde quasi entièrement dédié à la consommation, elle interroge les systèmes surplombants qui découlent du modèle économique dominant. Elle questionne la place des citoyens dans le débat sur les possibilités d'infléchir les modes de vie et dans celui des choix en matière de solutions technologiques. Peut-on vraiment continuer à miser uniquement sur l'adaptation de nos modes de vie vis-à-vis du péril climatique et de la baisse fatale des ressources énergétiques ? Ou bien devons-nous discuter du contenu d'une transformation profonde du système économique qui gouverne l'ensemble de la planète ? Faut-il gouverner les usages ou réfléchir et changer les déterminants de ces usages ? Autant de réflexions ou de pistes que ce colloque nous invite à (ré-) ouvrir et à partager pour changer de trajectoire énergétique.

Références bibliographiques

- Abbott A., 1988, *The system of professions, an essay on the division of expert labor*, University of Chicago Press.
- Association Négawatt, 2013, *Changeons d'énergie. Transition mode d'emploi*. Actes Sud.
- Beslay C., Gournet R., Zélem M.C., 2014, « Le bâtiment économe, utopie technicienne et résistance des usages », In : Boissonnade et alii (dirs), 2014, *La ville durable controversée*, Paris, Petra.
- Bourg D., 1996, *Les scénarios de l'écologie*. Paris, Hachette.
- Brisepierre G., 2018, *Le transfert de pratiques environnementales domicile/travail*, rapport GBS (APR ADEME, 2018).
- Brisepierre G., Chevrier S., Hamon V., Le Fur B., Le Marec A., 2019, *L'accompagnement des ménages dans la rénovation de leur logement*, ADEME.
- Caron C., Garabuau Moussaoui I., Pierre M., 2018, « La transition énergétique au prisme des logiques d'action : diversité et dynamiques d'appropriation », in : Ortar N., Subrémon H., (dirs), 2018, *L'énergie et ses usages*, Paris, Pétra.
- Gras, A., 2007, *Le Choix du feu. Aux origines de la crise climatique*, Paris, Fayard
- Latouche S., 2012, *L'âge des limites*, Paris, Fayard.
- Martin S., Gaspard A., 2017, « Les comportements leviers de la transition énergétique ? », in : *Futuribles* (419), pp. 33-42.
- Rifkin J., 2011, *La troisième révolution industrielle*, Les liens qui libèrent.
- Open Exp, *European Energy Index poverty*, Janvier 2019.
- Servigne P., Stevens R., 2015, *Comment tout peut s'effondrer*. Paris, Le Seuil.
- Zélem M.C., Beslay C., 2015, *Sociologie de l'énergie*, Paris, CNRS.

La session « Transition énergétique » du colloque « Transitions 2020 » s'organisera autour de trois sous-sessions :

- Sous-session 1** : Sobriété énergétique : monter en compétences, changer les pratiques, accompagner ?
- Sous-session 2** : Des initiatives locales au projet de société globale. La place croissante des collectifs de citoyens : peut-on vraiment changer d'échelle et comment ?
- Session 3** : Penser technologie ou « détechniciser » ? Changer de système énergétique ? Changer de modèle économique ?

Comité scientifique (à confirmer) :

Christophe Beslay (BESCB), Gaëtan Brisepierre, Christian Couturier (Solagro), Dominique Desjeux (Paris IV), Jean-Philippe Fouquet (Université Tours), Charles Gadéa (Université Nanterre Paris X), Solange Martin (ADEME), Alain Grandjean (Carbone 4), Viviane Hamon (Viviane Hamon Conseil), Salvador Juan (Université Caen), Frédéric Lemarchand (Université Caen), Thierry Salomon (Izuba Energy), Marie Christine Zélem (Université Toulouse - Jean Jaurès)

Consignes pour les propositions de communication (format et soumission) :

- Les propositions seront de 1000 mots maximum (en français et en anglais), en times new roman 12, interlignage simple et marges de 2,5 cm.
- Elles comporteront un titre en italique gras (times new roman 14).
- Elles mentionneront les auteurs, avec en notes de bas de page, leur statut et rattachement institutionnel, ainsi que les coordonnées de l'auteur correspondant (mail et téléphone).
- Elles proposeront 5 mots-clefs en français et en anglais ainsi que quelques références bibliographiques.
- Jusqu'au 20 janvier 2019, les propositions sont à transmettre, en deux versions : française et anglaise, par courriel, à Vivianehamonconseil@orange.fr et zelem@univtlse2.fr, avec pour objet « Proposition de communication Colloque Transitions 2020 ».

Les informations sur le Colloque

(présentation générale, appels à communication, inscription,...) sont accessibles sur le site internet :

<https://transitions2020.sciencesconf.org>

Les doctorants et étudiants en Master 2 sont invités à s'inscrire sur le site du colloque (inscription gratuite sous réserve de places disponibles).



Les transitions écologiques • en transactions et actions

UNIVERSITÉ TOULOUSE - JEAN JAURÈS

<https://reseau-agriville.com>
camille.dumat@ensat.fr

22-26 juin
2020

